

Hervé Rameau

Toulon, universités d'été Paneurope le 26 septembre 2025

Défense de L'Union Européenne : forces et faiblesses, risques et opportunités. Un état des lieux (5).

Le constat

Subitement confrontés à l'incertitude qui pèse sur le lien transatlantique tandis que la Russie mène une guerre sur leur flanc Est, les européens réalisent que leur dépendance sécuritaire vis vis des États Unis est de nature potentiellement existentielle, et ils se voient contraints de céder aux exigences d'un protecteur capricieux et incertain, en espérant que leurs concessions suffiront à maintenir son arrimage. L'enjeu est énorme puisque privés de la protection américaine, les européens seraient en bonne partie projetés dans une asymétrie complexe, soumis à la pression nucléaire que le président russe pourrait exercer sans qu'ils ne puissent y opposer des moyens de même nature.

Comment et pourquoi les européens se sont ils laissés acculer à un tel niveau de dépendance stratégique, alors même qu'ils avaient les moyens de l'éviter et que les signaux d'alarme se multipliaient depuis plus de 10 ans ?

Les causes

Le premier facteur est l'absence de vision commune des États membres en matière de politique étrangère, ce qui s'explique assez facilement par l'héritage de siècles de conflictualité intra européenne et par la variété des épopees historiques de chacun, et ceci jusqu'en 1945, c'est à dire très récemment.

Or, un outil de défense collective est avant tout le bras armé d'une vision partagée des relations internationales et de la volonté de la faire respecter, par la force si nécessaire.

De plus, l'Union Européenne est le fruit d'un processus initié dans un contexte de guerre froide où la conflictualité mondiale se résumait à l'affrontement Est-Ouest pour lequel l'Alliance Atlantique était une réponse sécuritaire solide, crédible, durable et pertinente. Le cœur de la diplomatie mondiale était animé par deux blocs conduits d'un côté par l'URSS, de l'autre par les États Unis.

Cette situation a tout simplement figé toute forme de débat intra européen sur ces questions pendant 40 à 50 ans.

Ainsi peut-on dire qu'au final, l'UE a surtout raté la transformation stratégique qu'elle aurait dû débuter lors de la chute de l'URSS, puis poursuivre lors du « pivot asiatique » des américains.

En s'inscrivant dans un déni du retour de la guerre, l'UE et ses états membres ont évité d'affronter les divergences diplomatiques qui subsistaient. Mais ce faisant, ils n'ont pas conduit les analyses stratégiques qui auraient permis de penser et formuler l'exigence d'une autonomie stratégique pour l'Europe.

Les risques

Un découplage transatlantique est à l'évidence le risque majeur qui pèse sur sécurité de l'Europe. Ce n'est pas le seul.

Le vide stratégique créé par des États Unis moins hégémoniques est exploité par plusieurs puissances régionales qui s'affirment de manière désinhibée et parfois agressive aux portes de l'Union. La Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Iran sont dans cette catégorie.

L'Afrique sahélienne, en bonne partie minée par le djihadisme, les coups d'état militaires, la pauvreté, la crise climatique et une démographie galopante est devenue terre d'influence de la Chine, de la Russie et de la Turquie. Cet espace prolongé par une Libye en déliquescence fait peser de graves risques sur la stabilité de la rive sud de la Méditerranée.

Se rajoutant aux effets de l'instabilité en Syrie et de la guerre au Yémen et au Soudan, cette dégradation au Sahel contribue à une forte pression migratoire que l'UE se montre en peine de contrôler.

L'Europe est donc au contact d'un arc de crise mêlant zones de guerres et espaces instables sur l'ensemble de son pourtour immédiat.

Dans son environnement plus lointain se trouve la Chine qui affirme son ambition d'accéder au statut de première puissance mondiale. Elle agit de manière agressive pour pénétrer les marchés européens. Elle soutient la Russie, anime les BRICS et l'OCS, deux organisations qui sous couvert de rééquilibrage contestent l'ordre actuel. Elle agit de manière menaçante avec Taïwan et tente d'imposer sa souveraineté en mer de Chine orientale et méridionale.

Le niveau de risque qui pèse sur l'UE, aux plans économiques, industriels et sécuritaires, est donc très élevé, bien plus qu'il ne l'a jamais été.

Les forces

L'Union européenne ne manque pas d'atouts.

Elle compte 450 millions d'habitants regroupés dans un marché unique et représente le deuxième PIB mondial. Elle jouit d'une économie que l'on peut qualifier de stable et prospère.

Les systèmes éducatifs en place garantissent l'éducation des masses et la production des élites.

L'écosystème est propice à l'innovation.

L'un de ses membres, la France, est une puissance nucléaire qui dispose d'un siège permanent au conseil de sécurité des nations unies.

Elle s'est dotée d'une politique de défense et de sécurité commune (PSDC) dont la mise en œuvre est garantie par des structures ad-hoc: COPS, SEAE, CMUE, ÉMUE, AED.

La coopération structurée permanente (PSC) introduite par le traité de Lisbonne permet à un nombre réduit d'états qui le souhaitent de développer leur coopération en matière de défense.

L'industrie de défense peut y être qualifiée de florissante. Le cumul des exportations d'armements par des pays membres de l'UE représentait plus d'un quart du total mondial sur la période 2020/2024.

Le budget de défense cumulé est très significatif et en forte hausse depuis 3 ans, se montant à 326 milliards d'euros en 2024, soit au deuxième rang mondial avec la Chine.

L'effectif cumulé des forces armées des états membres est proche de celui des armées des États Unis, et celles ci sont correctement entraînées selon des standards partagés ce qui leur confère une bonne interopérabilité.

En résumé des atouts indéniables.

Les faiblesses

Elle n'est pas structurée pour être une puissance géopolitique de premier rang.

En premier lieu parce que, ainsi qu'évoqué précédemment, politiques étrangères et de défense ne sont pas unifiées tandis que le consensus est requis pour agir.

En second lieu parce que les intérêts industriels et économiques sont également différents, ce qui freine la concertation, le tempo et la production d'une régulation économique efficace. Ces problématiques ont bien été mises en évidence dans le rapport Draghi ainsi que dans le rapport Letta.

Au plan de la défense, les structures permanentes de commandement et de conduite dont elle dispose sont quasiment embryonnaires. Environ 7800 P côté OTAN à comparer aux 200P de l'EMUE.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, 50% des achats d'armement opérés par les états membres de l'UE proviennent de fournisseurs extérieurs à l'UE au détriment de l'offre intra européenne.

L'European Sky Shield Initiative, un projet de système intégré de défense aérienne et anti missile de l'Europe repose sur des équipements certes allemands, mais également américains et israéliens.

Sur un autre point, la juxtaposition des forces armées des états membres n'offre aucune cohérence capacitaire d'ensemble, et ni les armées ni l'industrie qui les approvisionne ne sont en mesure d'affronter des opérations de haute intensité dans la durée.

Ce cumul de faiblesses renvoie à la forte dépendance sécuritaire vis à vis des États Unis évoquée plus tôt, et au pouvoir de chantage qu'il offre au président Trump, qui pour l'instant engrange les gains. Parmi les exemples à l'appui: La forme et le fond du dernier sommet de l'OTAN, l'accord sur les droits de douane, et les engagements d'investissements qui l'accompagnent. Au passage, notons que la dépendance antérieure au gaz russe devient dorénavant une dépendance à l'égard du GNL des États Unis. De même, s'équiper

massivement de F35, c'est structurer son aviation de combat autour des systèmes d'information américains pour les 40 ans à venir.

Ceci étant, une réassurance ultime par les États Unis paraît indispensable à la mise en œuvre d'une garantie de sécurité européenne crédible à l'Ukraine, sans laquelle il n'y aura pas de cessez le feu sur ce front. Aucun pays du pourtour Est de l'UE ne serait à l'abri de la menace russe sans l'ultime protection américaine. L'UE ne peut donc pas choisir entre le lien transatlantique et son autonomie stratégique. Elle est contrainte, au moins à ce stade, de poursuivre les deux chemins en parallèle, ce qui exige d'en payer le prix...jusqu'à un certain point, naturellement.

Les opportunités

Cette litanie des faiblesses pourrait décourager d'une Union européenne qui semble impuissante à dépasser ses divergences internes et son état de dépendance transatlantique malgré les menaces qui pèsent sur elle.

Ce serait oublier que la construction de l'Union est parsemée de décisions courageuses qui n'ont été prises qu'au « pied du mur » (4), depuis la réconciliation franco allemande jusqu'à l'Union européenne d'aujourd'hui.

Chaque traité est venu répondre à des constats d'insuffisance des institutions européennes face aux évolutions de contexte, et ne serait jamais advenu en l'absence de crise grave à laquelle il fallait trouver réponse. A chaque fois, ce fut « plus d'Europe » et plus de solidarité au détriment des prérogatives des états. Ce ne furent pas des choix de cœur, mais des choix de raison.

Ainsi, l'accumulation de risques décrite précédemment peut être perçue comme une opportunité majeure pour l'UE, et peut être faut il paradoxalement espérer que le président Trump maintienne une forte pression car dans cette hypothèse, l'UE devra agir vite et fort.

Il lui faudra de la clairvoyance pour gérer sa relation au président américain, déterminer les limites au delà de laquelle elle devra assumer le risque de rupture, et le cas échéant, du courage collectif pour en affronter les conséquences.

Pour y parvenir, 5 grandes lignes de force peuvent se dégager :

1- réformer la gouvernance pour permettre la prise de décisions rapides et ambitieuses dans les domaines diplomatiques et militaires. Le consensus requis n'est plus adapté aux circonstances dans une Europe à 27.

2- poursuivre la promotion d' outils incitatifs destinés à consolider la BITDE, renforcer le potentiel militaire des États membres et soutenir l'Ukraine. Il faut saluer le crescendo de mesures prises depuis 2021 par la commission dont l'illustration la plus récente est le plan READINESS 2030.

3- trouver des réponses aux freins politiques, industriels et financiers de la consolidation de la BITDE qui limitent le développement de son envergure et de son potentiel. Les industries nationales sont concurrentes, et il s'agit de trouver des mécanismes « gagnant-gagnant » qui rassurent toutes les parties et qui préparent l'industrie européenne à une compétition mondiale dans laquelle ne cessent d'émerger de nouveaux acteurs.

4- promouvoir un dialogue stratégique entre la France et les partenaires européens qui le souhaitent autour de la capacité de dissuasion nucléaire tricolore. Ce travail mené avec des états membres explicitement intéressés serait de nature à influencer la perception du risque induit par la Russie et renforcer la protection de ces partenaires.

5- structurer le pilier « militaire » autour d'une cohérence capacitaire d'ensemble et d'outils de commandement et de conduite capables de diriger des opérations de haute intensité, dans la durée.

Tout cela doit être conduit en tenant compte de l'OTAN et du champ de coopération offert par l'Alliance.

En conclusion, s'il me fallait dire ce que signifie être européen aujourd'hui, je dirais cela: réaliste, audacieux, courageux

- Réaliste car l'analyse géopolitique froide montre que la maîtrise de notre destin n'a d'issue que dans une destinée commune. Un monde de géants se déploie dans lequel seuls les géants pourront assumer la compétition. Aucun état européen n'a la taille critique pour cela. Seule l'UE le peut, en leur nom.

- Audacieux parce que la construction de l'autonomie stratégique nécessitera de transférer de nouveaux pans de souveraineté vers l'Union pour se hisser à la hauteur d'un géant.

- Courageux, car il faudra bien mettre des limites à ce que veulent nous imposer nos compétiteurs, quels qu'ils soient, et parce que si nous voulons la paix, il nous faut préparer la guerre.